



**NETTOYAGE DES CHENEUX, DES GOUTTIERES,
DES DESCENTES D'EAUX PLUVIALES ET DES TOITURES TERRASSE**

PROJET DE MARCHE N°B25-04282

Marché sensible

ENTRE :

Le **Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives**, établissement public de recherche à caractère scientifique, technique et industriel, dont le siège social est situé au Bâtiment Le Ponant D, 25 rue Leblanc, 75015 PARIS, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro R.C.S. PARIS B 775 685 019, représenté par ..., agissant en qualité de ...,

ci-après dénommé « **CEA** »
d'une part,

ET :

La société ..., ... au capital de ... euros, sise au ..., immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de ... sous le numéro R.C.S. ... B ..., ayant son siège social à ..., représentée par ..., agissant en qualité de ...,

ci-après dénommée « **Titulaire** »
d'autre part,

Ci-après désignés collectivement par « les Parties » ou individuellement par « la Partie ».

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1 - OBJET	3
ARTICLE 2 - PIECES CONTRACTUELLES	4
ARTICLE 3 - INTERLOCUTEURS.....	5
ARTICLE 4 - MONTANT - REGIME FISCAL	5
ARTICLE 5 - CONDITIONS D'ACCEPTATION ET DE RECEPTION DES PRESTATIONS	8
ARTICLE 6 - CONDITIONS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT	9
ARTICLE 7 - CONDITIONS GÉNÉRALES D'EXÉCUTION	10
ARTICLE 8 - REMISE DES LIVRABLES	12
ARTICLE 9 - OBLIGATIONS DES PARTIES.....	12
ARTICLE 10 - OBLIGATIONS EN TERMES DE RESPONSABILITE SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE .	13
ARTICLE 11 - RÉUNIONS ET SUIVI DES PRESTATIONS.....	13
ARTICLE 12 - PERSONNEL DU TITULAIRE	14
ARTICLE 13 - PÉNALITES DE RETARD.....	15
ARTICLE 14 - SOUS-TRAITANCE.....	15
ARTICLE 15 - TRAVAIL DISSIMULE.....	15
ARTICLE 16 - RESILIATION	15
ARTICLE 17 - PROTECTION DU SECRET	16
ANNEXE 1 - ANNEXE FINANCIÈRE	18
ANNEXE 2 - MODELE DE PROCES-VERBAL DE RECEPTION.....	19

ARTICLE 1 - OBJET

1.1 Prestations de base

Le présent marché définit les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, la réalisation des prestations de nettoyage des gouttières, des chéneaux, des descentes d'eaux pluviales, des toitures terrasse et l'application de démoissant sur l'ensemble des toitures du centre, ci-après désignée « les Prestations », pour le compte du centre CEA/LE RIPAULT situé à Monts (37) et de son annexe du TER sur la commune de Avon-Les-Roches.

1.2 Désignation des prestations et périmètre du marché

1.2.1. Concernant les prestations forfaitaires

Le présent marché est organisé en missions, telles que :

- **Mission n°1** : Une mission d'appropriation de 1 mois à compter de la notification. Cette mission est exécutable forfaitairement le premier mois du marché et correspond à une phase de prise en main du marché.
- **Mission n°2** : Une mission de management. Cette mission est exécutable forfaitairement sur toute la durée de l'accord, durant laquelle les prestations annuelles (mission n°3) sont exécutées. Les Prestations de la **mission n°3** sont organisées en plans de service annuels forfaitaires telles que détaillées dans le cahier des charges :
 - Plan de service n°1 : Le nettoyage des gouttières, des chéneaux et des descentes d'eaux pluviales des toitures avec pentes ne contenant pas de matériaux amiantés,
 - Plan de service n°2 : Nettoyage des gouttières, des chéneaux et des descentes d'eaux pluviales des toitures avec pentes contenant des matériaux amiantés,
 - Plan de service n°3 : Nettoyage des toitures terrasse et des descentes d'eaux pluviales,
 - Prestations d'application d'un démoissant sur les toitures,

Des prestations d'examen général des ouvrages visibles et de signalement sont également prévues dans le cadre de ce marché.

1.2.2. Prestations à la demande sur Bordereau de Prix Unitaire (BPU) et taux horaires (devis) – Mission n°4

Prestations sur BPU :

Au-delà des Prestations forfaitaires, le CEA peut demander l'exécution de Prestations rémunérées sur la base des BPU définis à l'article « Montant » du marché. Le Titulaire ne pourra exécuter ces Prestations qu'après avoir reçu un ordre de service du CEA faisant référence au présent Marché

Prestations sur devis :

Les Prestations sur devis portent sur des prestations supplémentaires non couvertes par le BPU ou le forfait, en lien avec l'objet du marché, que le CEA se réserve le droit de faire effectuer par le Titulaire dans les conditions définies au Marché.

1.2.3. Évolution du périmètre

Au besoin, les Parties conviennent de la faculté d'intégrer au présent marché des nouveaux pris dont le caractère récurrent le justifie. Le prix est négocié entre les Parties sur la base de devis proposés sur les périodes passées.

Par ailleurs, les Parties conviennent de la faculté d'intégrer au présent marché des prestations non inclus dans celui-ci à sa notification.

Cette intégration, qui relève de la seule décision du CEA, est formalisée par une lettre de fonctionnement.

1.3 Durée du marché

Le présent marché est conclu pour une durée de 48 mois, décomposé comme suit :

- Une tranche ferme de 24 mois à compter de la réunion de lancement du présent marché, décomposée elle-même comme suit :
 - o Mission n°1 d'un (1) mois à compter de la réunion de lancement du marché (T0),
 - o Mission n°2 exécutable forfaitairement sur une durée de 23 mois à compter de la fin de la mission n°1
- Une tranche optionnelle n°1 de 12 mois à compter de la fin de la tranche ferme,
- Une tranche optionnelle n°2 de 12 mois à compter de la fin de la première tranche optionnelle affermie.

Tranches optionnelles

Six mois avant la fin de la phase ferme, le CEA avertira le Titulaire par lettre avec accusé de réception de sa décision d'affermir ou non la tranche optionnelle n°1 prévue ci-dessus.

L'affermissement de la tranche optionnelle n°2 sera notifiée avec un préavis de deux mois avant le terme de la tranche optionnelle n°1 affermie.

La réunion de lancement, T0 du marché, se tient au plus tôt après sa notification, dans un délai maximal de quatre semaines à compter de celle-ci.

ARTICLE 2 - PIECES CONTRACTUELLES

Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché et ses annexes, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- Le Plan Contractuel de Sécurité, référencé DR 210 dans sa version en vigueur,
- Le dossier de consultation des entreprises (DCE) en date du 06/06/2025, avec faisant partie intégrante :
 - Le cahier des charges référencé DR 209 en date du 19/05/2025, ci-après dénommé « Cahier des Charges », ses annexes et ses documents applicables,
- L'instruction SYM S02XX SJD DIR 23000188 B du 23 mars 2023 fixant les dispositions applicables aux titulaires des marchés passés par le CEA/DAM en matière de protection de l'information Diffusion Restreinte (DR) – déclinaison en règles de sécurité informatique »,
- la procédure d'intervention des entreprises extérieures « maîtrise des risques d'interférences » référence SYM D0101 YLR PRO S 05 01 399 D, et la procédure d'intervention des entreprises extérieures en secteur pyrotechnique référence SYM D0101 YLR PRO S 05 01 255 A,
- l'instruction fixant les dispositions générales applicables aux entreprises extérieures intervenant sur le Centre CEA Le Ripault référencée SYM R0101 YTL STG Q 09 00 001 C du 23/11/2010,

- Le protocole « Collège des entreprises extérieures intervenant sur le centre du Ripault et au TER » référence SYM D010 YES PRT 08 01 296 B,
- Le règlement intérieur du CEA Le Ripault en vigueur,
- les Conditions Générales d'Achat du CEA (CGA) édition de janvier 2022 (téléchargeables sur le site www.cea.fr - Espace entreprises),
- le Cahier des Clauses Sociales Particulières (C2SP) de janvier 2021 (téléchargeables sur le site www.cea.fr - Espace entreprises),
- à titre supplétif, l'offre du Titulaire référencée ... du ...

Tous les documents cités ci-avant et non joints au présent marché sont consultables sur demande au CEA. Le Titulaire reconnaît expressément être en possession et avoir pris connaissance des documents énumérés ci-dessus.

Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

ARTICLE 3 - INTERLOCUTEURS

Durant l'exécution des Prestations, objet du présent marché, les interlocuteurs désignés sont :

<u>Pour le CEA :</u>	
<u>Au plan technique</u>	<u>Au plan commercial</u>
M. ROUSSANNE Thierry ☎ 02.47.34.40.32 E-Mail thierry.roussanne@cea.fr	Mme MÉTIER Mylène ☎ 02.47.34.46.65 E-Mail mylene.metier@cea.fr
<u>Pour le Titulaire :</u>	
☎ E-Mail	☎ E-Mail

ARTICLE 4 - MONTANT - REGIME FISCAL

Le montant total plafond du présent marché est de ... € HT (... euros hors taxes). Il est composé des prix indiqués ci-après.

4.1 Prestations forfaitaires

Le montant total de la part forfaitaire du présent marché est de ... € HT (... euros hors taxes).

Ce montant comprend :

- Mission n°1 : La mission d'appropriation,
- Mission n°2 : La mission de management (ferme et optionnelles)
- Mission n°3 : Les prestations forfaitaires exécutées durant la mission de management.

4.1.1. Mission d'appropriation (1) et mission de management (2) – Tranche ferme

Le montant de la mission d'appropriation, mission n°1, d'une durée de 1 mois est de ... € HT (... euros hors taxes).

Le montant de la mission de management, mission n°2, pour les 23 mois fermes, est de ... € HT (... euros hors taxes), soit un montant mensuel de ... € HT (... euros hors taxes).

4.1.2. Mission de management (2) - Tranches optionnelles

Le montant de la mission de management de la tranche optionnelle n°1, mission n°2, d'une durée de 12 mois, est de ... € HT (... euros hors taxes), soit un montant mensuel de ... € HT (... euros hors taxes).

Le montant de la mission de management de la tranche optionnelle n°2, mission n°2, d'une durée de 12 mois, est de ... € HT (... euros hors taxes), soit un montant mensuel de ... € HT (... euros hors taxes).

4.1.3. Prestations forfaitaires – Mission n°3

Les montants annuels des prestations de la mission n°3 sont :

- Pour le plan de service n°1 est de ... € HT (... euros hors taxes),
- Pour le plan de service n°2 est de ... € HT (... euros hors taxes).
- Pour le plan de service n°3 est de ... € HT (... euros hors taxes).
- Pour le plan de service n°4 est de ... € HT (... euros hors taxes).
- Pour les prestations d'application de démoissant sur les toitures est de ... € HT (... euros hors taxes).

4.2 Part estimative – Mission 4

Le montant plafond des Prestations réalisées dans le cadre de la part estimative (BPU et taux horaires) est de ... € HT (... euros hors taxes) pour la durée totale du marché.

4.3 Révision des prix

4.3.1. Dispositions générales afférentes à la révision des prix

Les prix sont établis aux conditions économiques du mois de remise de l'offre, soit *mois année*, et comprennent tous les frais annexes et de déplacement du Titulaire.

Les prix, aux conditions économiques initiales, sont réputés être fermes pour la première année d'exécution du présent marché. En revanche, les prix sont révisables dans la première année seulement dans le cas où un délai de trois (3) mois s'est écoulé entre la notification du marché et le début d'exécution de celui-ci.

Les prix du présent marché sont révisables annuellement, à la demande du Titulaire, à compter du premier anniversaire du marché, soit à compter de 12 mois après le démarrage du marché. **Deux mois avant cette échéance**, soit au mois de *mois* de l'année considérée, le Titulaire transmet au Bureau des Affaires Commerciales une proposition de révision des prix pour l'année à venir, qui fera l'objet d'une validation. Le CEA se réserve également la possibilité de faire exercer la révision des prix. Les prix révisés ne pourront être applicables qu'après accord écrit du CEA. En cas de retard du fait du Titulaire, toute proposition transmise en dehors du délai fixé ci-dessus pourra être rejetée par le CEA.

Concernant les prestations forfaitaires, les prix sont révisibles pour l'avenir pour l'année considérée à venir. Ils ne sont pas rétroactifs.

4.3.2. Clause de sauvegarde

Dans le cas où l'application de la formule de révision des prix conduirait à une augmentation annuelle supérieure à 3% par rapport aux prix aux conditions économiques initiales du marché, le Titulaire et le CEA pourront éventuellement mener une négociation sur la base de l'analyse du secteur économique en cause et de son poids réel sur le coût des prestations.

4.3.3. Formule de révision des prix

Les prix sont révisés annuellement par application des formules suivantes :

Formule de révision des prix pour la mission n°2 « Management »

$$P = P_0 \times \left(0,15 + 0,55 \times \frac{CVS - CJO}{CVS - CJO_0} + 0,45 \times \frac{ICHTrev - TS}{ICHTrev - TS_0} \right)$$

Dans laquelle :

P	Prix révisé pour l'année considérée
P ₀	Prix du marché aux conditions économiques initiales
CVS-CJO ₀	Valeur de l'indice « Production dans les services – Activités de services administratifs et de son soutien » Indice INSEE référencé 010769061 connue au mois de remise de l'offre, soit <i>mois année : référence de l'indice publiée au jo</i>
CVS-CJO	Dernière valeur connue de ce même indices au mois de révision des prix
ICHTrev-TS ₀	Valeur de l'indice « Coût horaire du travail révisé – tous salariés » Indice INSEE référencé 010769061 connue au mois de remise de l'offre, soit <i>mois année : référence de l'indice publiée au jo</i>
ICHTrev-TS	Dernière valeur connue de ce même indices au mois de révision des prix

Formule de révision des prix pour la mission n°3 « Prestations du marché » et mission n°4 « BPU et devis »

$$P = P_0 \times (0,15 + 0,85 \times \frac{BtoB}{BtoB_0})$$

Dans laquelle :

P	Prix révisé pour l'année considérée
P ₀	Prix du marché aux conditions économiques initiales
BtoB ₀	Valeur de l'indice « Prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 81.29 – Autres services de nettoyage » Indice INSEE référencé 01766607 connue au mois de remise de l'offre, soit <i>mois année : référence de l'indice publie au jo</i>
BtoB	Dernière valeur connue de ce même indices au mois de la demande de révision des prix

Le coefficient de révision obtenu par l'application de cette formule sera arrondi au millième inférieur, conformément aux dispositions de l'article 25.2 des CGA.

Les Parties conviennent que si des modifications venaient affecter l'existence, la composition et/ou la définition des indices prévus dans le présent marché, les indices de substitution proposés s'appliqueront de plein droit. Si les indices de substitution ne sont pas encore connus lors d'une révision prévue au marché, les nouveaux indices s'appliqueront de manière rétroactive à la révision qui n'a pu intervenir du fait de la carence d'indices.

En cas de difficulté pour l'application de dispositions concernant la révision des prix du marché, les Parties conviennent de se rencontrer pour définir une solution de substitution.

ARTICLE 5 - CONDITIONS D'ACCEPTATION ET DE RECEPTION DES PRESTATIONS

5.1 Pour les prestations forfaitaires

Mensuellement, les Prestations réalisées au titre de la mission n°1 (appropriation), de la mission n°2 (management), des prestations relatives aux plans de services annuels et les prestations de démaquillage, durant le dernier mois écoulé, font l'objet d'un contrôle par le CEA de leur bonne exécution.

5.2 Pour les prestations sur BPU et taux horaires

Les Prestations sur BPU et devis (taux horaires) réalisées font l'objet d'un récapitulatif mensuel transmis par le Titulaire et soumis à l'acceptation du CEA.

ARTICLE 6 - CONDITIONS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

6.1 Conditions de facturation

6.1.1. Formalisme de la facturation

Les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent marché doit comporter les informations suivantes :

- le numéro de SIRET du CEA : **77568501900587**,
- le code service : **CER-D**
- la référence complète du marché (numéro d'engagement), à savoir : *n° de commande SAP*
- l'intitulé du marché,
- la date d'émission de la facture,
- le libellé exact de l'échéance facturée,
- le numéro de poste SAP correspondant à l'échéance facturée.

Les factures sont à établir hors taxes et toutes taxes comprises.

Les révisions de prix font l'objet d'une facturation séparée et doivent comporter en sus des informations ci-avant :

- le prix aux conditions économiques initiales, telles que définies à l'article relatif à la révision de prix,
- le prix révisé et le coefficient de révision appliqué.

Toute facture non conforme aux termes du Marché sera renvoyée à l'émetteur.

Le délai de règlement est de trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations correspondantes conformément aux conditions du Marché. Les pièces justificatives attestant de l'acceptation du CEA doivent être transmises en même temps que les factures.

Pour toute question sur le traitement comptable et la mise en paiement de vos factures, l'adresse mail est la suivante : cea-dam-comptabilite@cea.fr.

Au préalable de l'établissement de la facture, le Titulaire doit faire valider la situation mensuelle d'avancement, établie en utilisant le cadre du DPGF, par le Pilote de Travaux CEA, ou le cas échéant, par l'AMOE. Le Titulaire doit attendre la validation de cette situation d'avancement pour déposer sa facture sur Chorus, à défaut la facture sera rejetée.

6.1.2. Présentation des révisions de prix

Les révisions de prix font l'objet d'une facturation séparée et doivent comporter en sus des informations ci-avant :

- le prix aux conditions économiques initiales, telles que définies à l'article relatif à la révision de prix,
- le prix révisé et le coefficient de révision appliqué.

6.1.3. Règlement des factures

Le délai de règlement est de trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, sous réserve :

- de conformité de la facture aux termes du présent marché. A défaut, elle sera renvoyée à l'émetteur,
- de l'acceptation par le CEA des prestations correspondantes conformément aux conditions du marché. Les pièces justificatives attestant de l'acceptation du CEA doivent être transmises avec la facture.

6.2 Conditions de paiement

6.2.1. Prestations forfaitaires

Pour la mission n°1 (appropriation) et la mission n°2 (management – tranche ferme et tranches optionnelles n°1 et n°2), les factures relatives à l'exécution de ces Prestations sont établies mensuellement à terme échu après acceptation des Prestations correspondantes par le CEA.

Les Prestations relatives aux plans de services annuels et les prestations de démaquillage – mission n°3 - sont réglées mensuellement, après acceptation par le CEA des Prestations effectuées sur le mois concerné et des livrables associés.

6.2.2. Prestations sur BPU et devis (taux horaires) – mission 4

- 100% des Prestations réalisées et acceptées par le CEA et réception des Prestations concernées.

ARTICLE 7 - CONDITIONS GÉNÉRALES D'EXÉCUTION

Les Prestations, objets du présent marché, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, seront en tout point conformes aux exigences définies dans le présent Marché et sont assorties d'une obligation de résultat, se traduisant notamment par le respect par le Titulaire des niveaux de service attendus par le CEA, tels que définis par le Cahier des charges.

Le Titulaire s'engage à affecter du personnel compétent et qualifié, en quantité suffisante, pour effectuer la prestation relative au présent marché.

7.1 Conditions générales

Le Titulaire fournit et met en œuvre tous les moyens (main-d'œuvre, matériel, outillage, etc.) nécessaires à la bonne exécution des Prestations qui lui sont confiées et qui sont exécutées sous son entière responsabilité.

Le Titulaire est seul responsable vis-à-vis de ses fournisseurs et de son personnel.

7.2 Lieu d'exécution

Les Prestations, objet du présent marché, sont exécutées sous l'entière maîtrise et responsabilité du Titulaire dans les locaux mise à dispositions par le CEA Le Ripault. Les conditions techniques d'exécution sont précisées dans le Cahier des charges, afin de permettre au Titulaire de réaliser les Prestations.

7.3 Mise à disposition des locaux et matériels

Le CEA ne fournit ni outillage, ni moyen, ni véhicule, en dehors des équipements spécifiques listés au Cahier des charges.

7.4 Horaires

Les horaires d'ouverture du CEA Le Ripault sont indiqués dans l'instruction fixant les dispositions générales applicables aux entreprises extérieures intervenant sur le Centre CEA Le Ripault référencé à l'article 2, en dehors des jours fériés et des jours programmés de fermeture décidés par le CEA.

Le Titulaire doit prendre toutes les dispositions pour que le travail exécuté sur un site du CEA soit effectué normalement pendant les jours et heures ouvrés. Si un travail doit s'effectuer ou se prolonger hors des horaires

de travail du CEA, le responsable du Titulaire doit obtenir l'accord préalable du Chef de l'installation qui se chargera d'avertir la Formation Locale de Sécurité (FLS) du CEA, si nécessaire.

7.5 Collège des entreprises extérieures

Le CEA Le Ripault a mis en place un collège des entreprises extérieures qui a pour mission d'améliorer les conditions d'hygiène et de sécurité des interventions des entreprises extérieures dans le respect des principes de prévention, en application du Code du Travail et en particulier des articles L4111-1 à L4111-5 (champ d'application), article L4111-6 (disposition d'application), articles L4121-1 à L4121-5 (obligations de l'employeur), articles L4122-1 à L4122-2 (obligations des travailleurs).

L'adhésion à ce collège est obligatoire.

7.6 Sensibilisation aux risques

Toute entreprise intervenant sur le site du CEA Le Ripault (qu'elle soit Titulaire d'un marché ou sous-traitante d'un Titulaire de marché) a obligation de se signaler au CAS (cadre animateur sécurité – bâtiment 402 – T. 02 47 34 49 49 – e-mail casdesee@cea.fr) pour recevoir une sensibilisation aux risques et aux règles de sécurité.

7.7 Accidents du travail

Afin de permettre au CEA d'effectuer un suivi des accidents des entreprises extérieures ayant eu lieu dans l'établissement CEA Le Ripault, le Titulaire devra, le cas échéant, envoyer trimestriellement à l'interlocuteur technique du CEA désigné à l'article 3 (copie à l'Ingénieur de sécurité d'établissement du CEA Le Ripault) un relevé des accidents dont ont été victimes ses salariés et ceux de ses sous-traitants autorisés pour le présent marché.

Les informations requises sont les suivantes :

- Nom de la victime ;
- Circonstances de l'accident et mesures de préventions associées ;
- Nature de l'accident : non déclaré à la Sécurité Sociale, déclaré à la Sécurité Sociale avec ou sans arrêt de travail ainsi que le nombre de jours d'arrêt consécutif.

7.8 Respect par le Titulaire du marché de la réglementation fiscale et sociale

Outre les dispositions de l'article 21.1 des CGA (Chapitre 8 – Exécution des prestations), le Titulaire s'engage à ce que le travail soit réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L.3243- à L.3243-2 et L.3243-4 et L.1221-13 du Code du Travail et atteste ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L.8221-1, L.8231-1, L.8241-1 et L.8251-1 du Code du Travail ou des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne.

S'il fait appel, pour l'exécution du présent marché, à des salariés de nationalité étrangère, le Titulaire s'engage à ce que ces salariés soient autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

Le Titulaire s'engage à fournir au CEA tous les six mois à compter de la signature du marché et jusqu'à la fin de l'exécution du marché :

- Les pièces prévues aux articles D.8222-5 (s'il est établi en France) ou D.8222-7 et D.8222-8 (s'il est établi à l'étranger) du Code du Travail ;
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.

Le Titulaire doit s'assurer lors de la conclusion du marché, et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Dans l'hypothèse où le Titulaire ne respecterait pas le présent article, le CEA se réserve le droit de résilier le présent marché sans formalité judiciaire si le Titulaire, après avoir été mis en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception de faire cesser la situation, ne s'exécute pas sans délai.

ARTICLE 8 - REMISE DES LIVRABLES

L'attention du Titulaire est attirée sur l'importance attachée à la remise dans les délais fixés des documents techniques demandés au Cahier des charges (plans, schémas, nomenclature...), ces documents étant indispensables au suivi technique et à l'exercice des garanties.

En conséquence, tout retard dans la remise de ces documents qui conditionne la réception technique entraînera l'application des pénalités prévues au présent marché.

En outre, tout dommage résultant d'une erreur de son fait liée à l'absence des plans et documents techniques, soit à leur non mise à jour, entraîne la mise à la charge du Titulaire de tous les frais de remise en état, ainsi que le maintien de tous droits de garantie.

Les documents sont remis sous le format imposé par le CEA et dans les délais prévus.

Documents CEA

Les documents remis au Titulaire par le CEA pour l'exécution du marché sont rendus à ce dernier à l'échéance du marché, quelle qu'en soit la raison.

ARTICLE 9 - OBLIGATIONS DES PARTIES

9.1 Obligations du Titulaire

La prestation, objet du présent marché, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité est assortie d'une obligation de résultat.

Le Titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil et de mise en garde du CEA.

9.2 Obligations du CEA

Le cas échéant, le CEA mettra à disposition du Titulaire tout document ou information nécessaires à l'exécution du présent marché.

Dans l'hypothèse d'une indisponibilité des éléments précités, les Parties se rapprocheront pour en définir l'incidence sur l'exécution du Marché.

ARTICLE 10 - OBLIGATIONS EN TERMES DE RESPONSABILITE SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE

10.1 Publication par le Titulaire de son BEGES et du Plan de Transition associé

Le Titulaire du marché, s'il est soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre, indique au CEA à la notification du marché qu'il est à jour de ses obligations, à savoir l'établissement et la publication de son BEGES sur le site de l'ADEME (<https://bilans.ges.ademe.fr/>). Si le Titulaire n'est pas à jour de son obligation d'établir un BEGES, ce dernier dispose d'une période de six (6) mois maximum à compter de la date de notification du marché pour régulariser sa situation et en informer le CEA.

10.2 Clause environnementale

Le Titulaire mettra en œuvre une démarche environnementale tout au long des Prestations.

Les documents livrables devront être remis de préférence dans un format dématérialisé et/ou sur des supports en papier recyclé ou éco-labellisés.

Les déplacements effectués dans le cadre du Marché devront être réduits en terme d'impact environnemental. Le Titulaire est invité à privilégier les modes de transport respectueux de l'environnement. A ce titre, le Titulaire devra justifier d'un PDM ambitieux.

Le Titulaire s'engage à intégrer les enjeux environnementaux dans l'exécution du Marché. Il s'engage à porter une attention particulière à la préservation de l'environnement, notamment par l'économie des ressources et énergies, l'utilisations de produits chimiques adaptés, la maîtrise des risques et des impacts sanitaires et environnementaux en particulier sur la biodiversité, la limitation des émissions de GES (gaz à effet de serre), ainsi que la réduction, le tri et la valorisation des déchets.

L'ensemble de ces points fera l'objet d'un suivi lors de la réunion annuelle, au travers d'indicateurs de suivi proposés par le Titulaire dans son offre.

10.3 Clause sociale

Le Titulaire s'engage en matière de promotion de l'égalité et de la diversité dans le cadre de la prestation, c'est-à-dire en faveur des profils susceptibles d'être affectés dans l'exécution de la prestation. Lors de la réunion annuelle, le Titulaire présentera ses mesures et ses actions réalisées dans ce domaine durant l'année écoulée.

ARTICLE 11 - RÉUNIONS ET SUIVI DES PRESTATIONS

Pour suivre l'exécution du marché, les Parties tiendront des réunions, dans les locaux du CEA, dont la date de tenue sera déterminée d'un commun accord.

11.1 Réunion d'enclenchement

Une réunion d'enclenchement peut être effectuée, après la signature du marché par les Parties, dans les locaux du CEA, à la demande de l'une ou des deux Parties.

Lors de cette réunion, le Titulaire doit notamment proposer un planning des échéances (réunions, points d'arrêt, etc.) qu'il juge nécessaires pour suivre la bonne exécution du marché. Ce planning doit être accepté par le CEA avant tout commencement de prestations.

11.2 Réunions d'avancement

Pour suivre l'exécution du marché, les Parties peuvent tenir des réunions dans les locaux du CEA dont la date de tenue est déterminée d'un commun accord, conformément au planning d'avancement fourni par le Titulaire et accepté par le CEA.

Toutefois, les interlocuteurs techniques peuvent se réunir, sans frais supplémentaire, à la demande de l'une ou de l'autre Partie par échange de correspondances.

11.3 Compte-rendu

Chaque réunion fait l'objet d'un compte-rendu établi par le Titulaire et envoyé au CEA pour acceptation dans un délai d'une semaine suivant la date de réunion.

Après acceptation formelle du CEA, le compte-rendu est signé par les Parties et diffusé par le Titulaire selon une liste définie par le CEA. En aucun cas, un compte-rendu non accepté ne peut faire l'objet d'une diffusion.

11.4 Livrables

Le Titulaire est tenu de remettre l'ensemble des livrables tel que défini au Cahier des charges.

ARTICLE 12 - PERSONNEL DU TITULAIRE

12.1 Dispositions générales

Le Titulaire doit se conformer aux règlements relatifs à l'accès, à la sécurité, à la discipline et à l'hygiène en vigueur sur le site du CEA Le Ripault et, plus généralement, à toutes instructions qui lui sont données par le CEA. Il prend le même engagement en ce qui concerne son personnel et ses sous-traitants éventuels auxquels il est tenu de donner toutes instructions.

12.2 Agrément

Le Titulaire s'engage à communiquer au CEA, 8 jours après la notification du marché, la liste du personnel affecté à l'exécution des Prestations, objets du présent marché.

Ce personnel doit être agréé par le CEA. La liste du personnel présenté pour l'agrément doit être établie de telle sorte qu'un nombre suffisant de salariés en soit muni afin que le Titulaire puisse faire face à ses obligations dans le cadre du présent marché.

Le Titulaire s'engage à retirer sans délai tout salarié qui n'a pas été agréé sans pour autant pouvoir s'en prévaloir pour justifier une quelconque défaillance dans l'exécution de ses prestations.

Le CEA peut s'opposer à l'affectation sur le site d'un ou plusieurs salariés ainsi qu'à leur maintien en fonction sans que sa responsabilité puisse être engagée de ce fait.

12.3 Encadrement

Le Titulaire doit obligatoirement affecter aux prestations un responsable de site qui assurera le management de ses ressources humaines, sera responsable de la discipline du personnel, du mode d'exécution des prestations, de la réglementation en vigueur sur le site du CEA et, d'une manière générale, de l'application des clauses du Cahier des charges, ainsi qu'un responsable sécurité.

ARTICLE 13 - PÉNALITES DE RETARD

13.1 Modalités d'application des pénalités de retard et plafond

En cas de retard du Titulaire ou en cas de non-respect par le Titulaire des délais définis par le présent marché, des pénalités sont appliquées conformément aux dispositions de l'article 24 du chapitre 9 « Délais » des Conditions générales d'achat aux marchés passés par le CEA. (Édition janvier 2022).

Les pénalités n'ont pas un caractère libératoire de la responsabilité du Titulaire.

Les pénalités définies dans le présent article sont :

- Toutes cumulables,
- Applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires, facturées directement par le CEA.

13.2 Pénalités pour retard d'exécution :

Si le Titulaire ne réalise pas la prestation dans les délais prévus l'article « Délais d'exécution », celui-ci sera redevable d'une pénalité de 1 pour mille (1/1000) du montant total Hors Taxes du marché par jour ouvré de retard constaté à compter de la date contractuelle.

ARTICLE 14 - SOUS-TRAITANCE

Selon les dispositions des Conditions générales d'achat applicables aux marchés passés par le CEA, Chapitre 2 - Article 7, le Titulaire a l'obligation de déclarer au CEA les sous-traitants ainsi que le contenu et le montant de leur prestation.

Les sous-traitants retenus sont obligatoirement qualifiés pour le type de travail qui leur est confié. Le Titulaire du marché ne peut sous-traiter une partie des travaux qui lui sont confiés sans l'accord exprès et écrit du CEA.

La demande d'agrément d'un sous-traitant, doit être impérativement faite par le Titulaire du marché avant tout début d'exécution des prestations. Le manquement à cette obligation entraînera la résiliation du présent marché selon les conditions de l'article 39.2 des CGA et peut être suivi de l'expulsion du Titulaire.

En vue d'obtenir cet agrément, le Titulaire demande au BACO la déclaration de sous-traitance et la remet complétée et signée au BACO par lettre recommandée avec accusé de réception.

L'acceptation du sous-traitant est à la discrétion du CEA qui est libre de la refuser sans avoir à motiver sa décision. L'acceptation ou le refus est signifié par écrit dans un délai de 21 jours de calendrier à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 15 - TRAVAIL DISSIMULE

Les dispositions relatives au travail dissimulé sont décrites au chapitre 8 « Exécution des prestations » - article 21.1 « Travail dissimulé – Pénalités » des CGA.

ARTICLE 16 - RESILIATION

Les dispositions relatives à la résiliation sont décrites au chapitre 13 « Résiliation » des CGA.

ARTICLE 17 - PROTECTION DU SECRET

Le marché est un marché **sensible** au sens de la réglementation sur la protection du secret de la défense nationale.

17.1 En application des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le Titulaire s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour assurer lors de l'exécution du marché la protection des informations ou supports protégés sensibles qui peuvent être détenus dans tout lieu dans lequel ce marché est exécuté, en tenant compte des dispositions particulières stipulées dans le Plan Contractuel de Sécurité (PCS), dans la mesure où un PCS est rédigé par le CEA pour le marché.

17.2 Le Titulaire reconnaît :

- avoir pris connaissance :
 - des articles L. 2311-1 à L. 2313-1 et R. 2311-1 à R. 2312-2 du code de la défense ;
 - des articles 413-9 à 413-12 du code pénal ;
 - de l'arrêté 9 août 2021 portant approbation de l'Instruction Générale Interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale (ci-après dénommée « IGI 1300 ») ;
 - de l'arrêté du 15 mars 2021 du Ministère des armées portant approbation de l'Instruction Ministérielle n° 900 (ou « IM 900 ») sur la protection du secret et des informations Diffusion Restreinte et sensibles ;
 - de l'Instruction interministérielle n°901/SGDSN/ANSSI du 28 janvier 2015 relative à la protection des systèmes d'information sensibles (ou « II 901 »).
- qu'il n'a pas à avoir accès ou détenir les Informations et/ou Supports Classifiés couverts par le secret de la défense nationale.

17.3 Le Titulaire est informé du caractère sensible du marché et s'engage à assurer la confidentialité des Informations et supports sensibles, et notamment ceux portant la mention « Diffusion Restreinte », auxquels il a accès et/ou qu'il est amené à détenir pour l'exécution du marché.

17.4 Le Titulaire reconnaît avoir fait signer une déclaration individuelle à l'ensemble du personnel appelé sous sa responsabilité à un titre quelconque à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations. Par ce document, le personnel atteste :

- avoir pris connaissance :
 - des articles 413-9 à 413-12 du code pénal ;
 - de l'IGI 1300 sur la protection du secret de la défense nationale ;
- du caractère sensible des prestations du marché et de l'obligation qui lui est faite de tenir confidentiels tous les documents ou informations sensibles non couvertes par le secret de la défense nationale qu'il serait amené à connaître ou à détenir ;
- qu'il n'a pas, sous peine de poursuite pénale, à connaître ou détenir des Informations et/ou Supports Classifiés couverts par le secret de la défense et de la sécurité nationale.

Le Titulaire s'engage à ce que seuls les personnels ayant préalablement souscrit la déclaration précitée accèdent au lieu d'exécution des prestations. Le Titulaire s'engage à remettre au CEA la ou les déclarations individuelles mentionnées ci-dessus avant tout accès du personnel concerné au lieu d'exécution des prestations.

Il ne peut être dérogé aux prescriptions ci-dessus, y compris en cas de remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel du Titulaire.

17.5 Le Titulaire s'engage à affecter aux prestations du marché à réaliser dans des locaux abritant des éléments couverts par le secret de la défense nationale, des personnels de sa société ayant satisfait à la procédure d'enquête administrative telle que prévue par l'IGI 1300.

Le Titulaire s'engage à ne présenter à ces enquêtes administratives que des personnels qui appartiennent à son entreprise, **sauf autorisation écrite du CEA**.

Le Titulaire procédera au plus tard, trois mois avant chaque date de péremption, aux formalités nécessaires au renouvellement des avis d'enquête administrative.

Le Titulaire s'engage à assurer en permanence les prestations objets du présent marché avec du personnel ayant fait l'objet d'un avis sans réserve, y compris pendant les périodes de congés.

Le Titulaire s'engage à ce que ses personnels n'accèdent à aucune installation autre que celle concernée par le marché.

17.6 Les échanges d'informations sensibles ou de niveau Diffusion Restreinte par messagerie devront impérativement faire l'objet d'un chiffrement par un moyen agréé par l'ANSSI (par exemple l'outil ZoneCentral de la société PRIM'X Technologies ou l'outil ACID).

17.7 En cas de sous-traitance autorisée par le CEA, le Titulaire s'engage à ce que les entreprises sous-traitantes se conforment aux dispositions du présent article.

La sous-traitance de contrats sensibles, au sens de l'article 5.3.2 de l'IGI 1300, est soumise à l'obtention préalable écrite par le Titulaire de l'autorisation du CEA. À cet effet, le Titulaire transmet au CEA l'avis sans réserve d'enquête administrative de la personne morale du sous-traitant (ou, le cas échéant, une attestation d'habilitation en cours de validité de la personne morale du sous-traitant).

17.8 Toute violation ou inobservation par le Titulaire ou ses sous-traitants des obligations découlant des paragraphes du présent article, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner la résiliation de plein droit du marché, en totalité ou en partie, sans indemnité pour le Titulaire et sans préjudice des sanctions prévues par le code pénal.

Fait à Monts, en double exemplaire.

Pour le Titulaire,
Le

Pour le CEA,
Le

ANNEXE 1 - ANNEXE FINANCIÈRE

Cette annexe sera disponible lors de la notification du présent Marché.

ANNEXE 2 - MODELE DE PROCES-VERBAL DE RECEPTION**PROCES VERBAL DE RECEPTION**

Commande n° :

Fournisseur :

Objet :

Je soussigné ,....., pilote de travaux ou de contrat du CEA Le Ripault, après avoir procédé à l'examen des prestations exécutées par le Titulaire au titre de la commande sus-désignée en présence de son représentant, déclare que la recette (cocher la case correspondante) :

Partielle ou Intermédiaire	Usine	Sur site du CEA Le Ripault	Finale (après installation, formation ou fin de travaux)

☐ N'est pas prononcée.☐ Est prononcée :☐ **Avec réserve(s) :**

- Sans incidence sur le paiement inhérent à cette recette. (1)

- Avec suspension de paiement jusqu'au constat de levée de réserve(s). (1)

Le Titulaire et le pilote de travaux ou de contrat du CEA Le Ripault, conviennent que les prestations sous réserves (indiquées en annexe) seront exécutées dans un délai de..... à compter de ce jour.

☐ **Sans réserve** avec effet à la date du :

Nota : La date de départ de la période de garantie est celle de la réception sans réserve ou du constat de levée de celles-ci.

A, le

Le Titulaire

Le Maître d'œuvre

Pour le CEA Le Ripault

CONSTAT DE LEVEES DES RESERVES

Le pilote de travaux ou de contrat du CEA Le Ripault et le Titulaire, ci-dessus désignés, constatent qu'il a été valablement remédié aux malfaçons, omissions et imperfections concernées.

fait à , le

Le Titulaire

Le Maître d'Oeuvre

Pour le CEA Le Ripault

(1) (rayer la mention inutile)

CONSTATS DES RESERVES

NATURE DES RESERVES	PRESTATIONS A EXECUTER

